

Arrêté du 15 avril 2011 portant nomination de monsieur Alain MUZI en qualité de chef d'établissement du centre de détention de Salon-de-Provence
NOR : JUSK1140033A

Le garde des sceaux, ministre de la justice et des libertés

Vu le code de justice administrative, notamment ses articles R 421-1 et suivants ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique d'État ;

Vu la loi n° 87-432 du 22 juin 1987 relative au service public pénitentiaire, modifiée par l'ordonnance n° 92-1149 du 2 octobre 1992 et par la loi n° 99-210 du 19 mars 1999 ;

Vu l'ordonnance n° 58-696 du 6 août 1958 modifiée par la loi n° 92-125 du 6 février 1992 relative au statut spécial des personnels des services déconcentrés de l'administration pénitentiaire ;

Vu le décret n° 66-874 du 21 novembre 1966 relatif au statut spécial des fonctionnaires des services déconcentrés de l'administration pénitentiaire ;

Vu le décret n° 90-437 du 28 mai 1990 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels civils sur le territoire métropolitain de la France lorsqu'ils sont à la charge des budgets de l'État, des établissements publics nationaux à caractère administratif et de certains organismes subventionnés, et notamment son article 18-2 premier alinéa ;

Vu le décret n°2007-930 du 15 mai 2007 portant statut particulier du corps des directeurs des services pénitentiaires, notamment son article 19 ;

Vu le décret n°2007-931 du 15 mai 2007 relatif au statut d'emploi de directeur interrégional et de directeur fonctionnel des services pénitentiaires, notamment son article 7 ;

Vu le décret n°2010-1641 du 23 décembre 2010 portant classement hiérarchique des grades et emplois des personnels placés sous statut spécial des services déconcentrés de l'administration pénitentiaire ;

Vu l'arrêté du 30 mars 2011 fixant la liste des emplois de directeur interrégional et de directeur fonctionnel des services pénitentiaires, notamment son article 3 ;

ARRÊTE

Article 1

Monsieur Alain MUZI, directeur des services pénitentiaires hors classe, au 3^e chevron de l'échelon fonctionnel [HEA3 — INM : 963] de son grade depuis le 1^{er} janvier 2010, chef du département sécurité et détention à la direction interrégionale des services pénitentiaires de Marseille, est nommé dans l'emploi de directeur fonctionnel des services pénitentiaires, en qualité de chef d'établissement du centre de détention de Salon-de-Provence, pour une durée de trois ans, à compter du 18 avril 2011.

Article 2

À compter du 18 avril 2011, monsieur Alain MUZI, directeur des services pénitentiaires hors-classe, placé en position de détachement du corps des directeurs des services pénitentiaires sur l'emploi de directeur fonctionnel des services pénitentiaires, est classé au 3^e chevron du 4^e échelon [HEA3 — INM : 963] de son emploi, avec une ancienneté conservée d'un an.

Article 3

À compter du 18 avril 2011, monsieur Alain MUZI, directeur fonctionnel des services pénitentiaires, est élevé au 1^{er} chevron du 5^e échelon [HEB1 — INM : 963] de son emploi, sans ancienneté.

Article 4

Monsieur Alain MUZI peut prétendre à la prise en charge sur le budget du ministère de la justice et des libertés de ses frais de changement de résidence, conformément aux dispositions de l'article 18-2 du décret n° 90-437 modifié susvisé.

Article 5

En application des dispositions prévues par les articles R 421-1 et suivants du code de justice administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant la juridiction administrative compétente dans un délai de deux mois à compter de la date de notification à l'intéressé.

Article 6

Le directeur de l'administration pénitentiaire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la justice et des libertés et notifié à l'intéressé.

Fait le 15 avril 2011

Le garde des sceaux, ministre de la justice et
des libertés et par délégation,
Le directeur de l'administration pénitentiaire,

Jean-Amédée LATHOUD